

Fondation du Mérite Européen
2^e Réunion de l'Association des Médailleurs
Luxembourg-Kirchberg
20 mai 2017

Discours de M. Jacques SANTER

Bienvenue

Ambassadeurs : NL
 UK
 DE
 AU
 RO

Notre 2^e réunion de notre association des Médailleurs a lieu à un moment où l'Europe se trouve confrontée à de multiples défis et autant de menaces qui font dire à quelques-uns qu'elle se trouve confrontée à une crise existentielle.

Certes l'Europe a toujours vécu avec des crises – la première étant celle de 1954 après l'échec de la Communauté Européenne de défense qui a fait chanceler l'ensemble de l'édifice communautaire de l'époque, Chaque fois l'Europe est sortie plus forte, plus dynamique après ces crises; celle de 1954 ayant conduit à travers la conférence de Messine sous l'impulsion du Benelux au traité de Rome dont nous avons célébré le 60^e anniversaire le 25 mars dernier.

Ce qui est nouveau dans la période que nous traversons, c'est que nous ne vivons pas une crise de plus, mais une accumulation de crises sans précédent. C'est le projet européen lui-même qui est mis à mal.

Menace terroriste, bien sûr, d'abord avec les attentats répétés de l'islamisme radical.

Crise migratoire ensuite, avec l'effondrement d'Etats – Syrie, Libye, le chaos au Proche et Moyen Orient – avec des millions de réfugiés à nos portes et nous savons que sans solution politique ou militaire en Libye, et Syrie et en Irak nous continuerons à vivre ces drames humains encore durant de longues années.

Crise économique, également : l'Europe, longtemps promesse de prospérité, n'est plus synonyme de croissance dans la plupart des Etats membres, mais souvent de chômage , plus particulièrement celui des jeunes.

Le Brexit enfin : il dit quelque chose de l'immense crise de confiance des peuples vis-à-vis de l'Europe. Nous vivons la crise des fondements de l'Europe avec le départ d'un pays, avec des

divergences qui se sont accentuées, avec le retour des nationalismes, avec la montée des populismes dont nous discuterons tout à l'heure.

Dans cette situation ne devons-nous pas faire un retour aux sources pour bien comprendre la situation de l'Europe et nous demander quelle conscience avons-nous d'être Européens.

Cette question renvoie à la fois à ce qui caractérise l'Europe – son héritage culturel – et l'identité de l'Union Européenne – le projet politique et institutionnel.

L'identité européenne s'est forgée sur les champs de batailles, au fil des siècles à travers les grandes guerres européennes. Elle est le résultat de l'histoire longue d'un parcours civilisationnel fondé sur la recherche de la coexistence et la gestion de la diversité.

L'identité européenne est ainsi avant tout fondée sur la défense de valeurs qui assurent le respect de la diversité, qu'elle soit culturelle ou religieuse, et qui garantissent l'égalité des droits des hommes et des femmes et les droits des minorités, y compris religieuses.

L'héritage européen, c'est la démocratie, c'est-à-dire une différenciation temporelle, spirituelle et intellectuelle, qui garantit la liberté de conscience et d'expression.

La crise actuelle de l'Europe n'exige-t-elle pas ce que Vaclav Havel a appelé « une invitation à agir et donner corps à nouveau à notre identité pour porter un message vers le monde ».

Mesdames, Messieurs,

Aujourd'hui ne faudrait-il pas poser la question : pourquoi l'idée de l'Europe a-t-elle perdu beaucoup de sa force et de son élan initial ? Je crois, pour ma part, que l'opinion européenne a perdu au cours des ans un fil conducteur, le consensus politique de nos pays sur les raisons que nous avons d'entreprendre cette œuvre commune, les caractéristiques que nous voulons lui donner. C'est avant tout cette vision commune qu'il faut rétablir si nous voulons faire l'Union Européenne.

Le citoyen européen ne ressent pas en 2017 les motifs de la construction européenne exactement de la même manière qu'en 1950. L'idée de l'Europe est en partie victime de ses succès : la réconciliation de pays naguère ennemis, la prospérité économique due au grand Marché intérieur, la fin de la guerre froide avec l'émergence des nouvelles démocraties, rassemblées dans un continent presque unifié, etc., tout cela paraît acquis et donc ne plus exiger de nouveaux efforts. L'Europe d'aujourd'hui est celle du quotidien, elle semble avoir perdu de son parfum d'aventure.

Avec cet état d'esprit nous sommes entrés dans une crise qui nous fait subir des taux de chômage et de régression économique que la génération actuelle n'avait jamais connus. Rien d'étonnant alors à

ce que l'Union s'effrite sous la renaissance, partout sensible, de préoccupations étroitement nationales. D'autant que l'Union, dans l'état actuel, est déséquilibrée dans certains domaines, des compétences importantes lui ont été transférées ; dans d'autres, rien ou presque rien n'a été fait. Et cela souvent parce que nos Etats étaient trop faibles pour entreprendre de nouveaux efforts : la fragilité de l'Europe n'est-elle pas aussi le reflet de l'impuissance de nos Etats ?

Le fait est que, pendant une longue période de sécurité garantie et de prospérité croissante, les dirigeants européens ont donné de la construction européenne une vision trop technocratique. Faute d'accord clair sur la finalité de l'entreprise européenne, ils ont cessé d'en évoquer les valeurs sous-jacentes. L'Europe qui était un projet visionnaire, apparaît comme un processus, une mécanique. La paix aujourd'hui semble aller de soi. Pour les générations montantes la menace d'une guerre fait partie de l'histoire ancienne. Beaucoup de nos concitoyens perçoivent l'UE comme un appareil institutionnel, lourd et puissant, lointain et coûteux. Dans une société, inquiète devant les défis de la mondialisation et de l'environnement, face à un chômage structurel important et d'une population vieillissante, impuissante devant les vagues grandissantes de réfugiés et le développement d'un terrorisme agressif, c'est la techno-structure européenne qui est rendue responsable des difficultés et inquiétudes ressenties. Cela d'autant plus que les dirigeants nationaux en ont fait – pour différentes raisons – un bouc émissaire, chargé de tous les maux, alors que eux-mêmes en sont les principaux artisans.

Par ailleurs, une immense majorité des Européens restent pourtant attachés au rapprochement entre nos peuples tel qu'il est incarné successivement dans les différents Traités, à six d'abord, maintenant bientôt à 27. Ils considèrent même que ce rapprochement va de soi et déplorent de ne pas en ressentir davantage les effets dans leur vie quotidienne. Un retour aux égoïsmes et aux barrières nationales, aux antagonismes qui ont souvent été le résultat, serait durement ressenti comme un échec historique, l'effondrement des efforts de toute une génération d'Européens.

Alors le cri d'alarme lancé par le Président de la Commission européenne – Jean-Claude JUNCKER – dans son discours prononcé à Strasbourg, le 9 septembre 2015, discours sur l'état de l'Union Européenne ne reflète-t-il pas cette dualité des sentiments ressentis par les Européens ? Je cite : « (Aujourd'hui) c'est le moment de parler franchement des grands problèmes de l'Union Européenne. Parce que notre UE ne va pas bien. Il n'y pas assez d'Europe dans cette Union. Et il n'y a pas assez d'Union dans cette Union. Nous devons changer cela, et c'est maintenant que nous devons le faire » (fin de citation). Son discours avait le titre évocateur : Le moment de l'honnêteté de l'unité et de la solidarité. Le Président a évidemment pris comme exemple la crise des réfugiés où il est impératif d'agir en tant que Union dans l'esprit de solidarité entre tous les membres de cette Union. Car souvent les Etats membres essaient de se faire des reproches mutuels et de rejeter la faute sur

les autres et une fois de plus à Bruxelles. Or dans cette crise il ne faut pas oublier que, aujourd'hui, l'Europe est vue comme une terre de refuge et d'asile. C'est l'Europe qui, aujourd'hui aux yeux des femmes et des hommes du Moyen-Orient et d'Afrique, représente l'espoir, un havre de stabilité. Et Juncker de conclure : Nous devons en être fier et non pas en avoir peur. L'Europe d'aujourd'hui, malgré toutes les différences qui existent entre ses Etats membres est de loin le continent au monde le plus prospère et le plus stable.

Mesdames, Messieurs,

Au cours de mon activité politique j'ai été frappé par le fait que dans certains domaines nos citoyens demandent plus d'Europe. Ils attendent de l'UE qu'elle exprime, là où il le faut et où on l'attend, la voix de l'Europe. Que notre action commune défende activement nos intérêts légitimes, qu'elle assure les bases d'une véritable sécurité dans un monde plus équitable, en un mot qu'elle devienne un acteur reconnu et estimé dans le concert des nations. Mais comment concilier ces exigences, dans le monde d'aujourd'hui, sans s'unir.

En fait notre politique étrangère et de la sécurité commune allant jusqu'à la défense commune, telle que définie dans le Traité de Maastricht, est le maillon le plus faible dans l'action communautaire. Or il va sans dire que les questions de sécurité extérieure et la déstabilisation de certains Etats ont des conséquences directes sur la sécurité intérieure européenne en particulier les attaques terroristes contre les Etats européens. Dans ces cas les règles de Schengen sont mises à l'épreuve ; si elles prévoient le retour temporaire des contrôles aux frontières nationales en période de crise, il n'est dans l'intérêt de personne que ceux-ci s'éternisent, compte tenu de leur coût économique et financier exorbitant. Comme vient de l'écrire récemment Jacques Delors, il faut à la fois sauvegarder et amplifier Schengen face aux crises internationales, à rebours de la tentation dangereuse d'un repli sur les frontières nationales, qui porterait préjudice à l'ensemble des Européens sans renforcer en rien leur sécurité. Unissons-nous face à de nouveaux défis, dans un esprit de coopération et de solidarité et Delors de conclure : « Pour défaire le terrorisme, l'Union fait la force, la désunion nous désarme. »

En conclusion je dirais que l'Europe doit fuir à la fois l'isolement, le repli sur soi qui la mettrait en marge de l'Histoire, mais aussi la sujétion, l'étroite dépendance qui l'empêcherait d'exprimer sa voix. Elle doit retrouver une certaine maîtrise de son destin. Elle doit construire un type de société qui nous soit propre, et qui relève les valeurs qui sont à la fois l'héritage et la création commune de nos peuples.